

Référence : FR CJS/AND-GÉ
Intitulé : Fonds Gérard Andrieux
Dates : 1966-1990
Niveau de description : Dossier
Importance matérielle : 1,9 m. l.
Localisation : Cave n°1

Noms des producteurs : Gérard Andrieux

Notice biographique :

Parcours de Gérard Andrieux au PSU 1968-1990

Ce parcours a été établi à l'aide des éléments biographiques fournis par Gérard Andrieux, indiqués entre guillemets, et de ceux résultant de l'examen des archives qu'il a remises au CJS.

« Gérard Andrieux est né le 3 septembre 1942 dans le 14^e arrondissement de Paris. Après avoir obtenu son brevet d'études et tenté deux fois une seconde générale, il obtient un CAP de géomètre.

Il se marie en 1961 et devient père d'un enfant ; pour ces raisons familiales, il est dispensé d'aller en Algérie et, en 1962, il effectue son service militaire de 19 mois à l'École militaire à Paris. Durant cette période, il est contre la guerre d'Algérie, mais sans militer en ce sens. C'est à la suite de la rencontre en 1961 de l'un de ses collègues, le géomètre-expert Michel Vergnaud, adhérent du PSU, qu'il s'engage véritablement. Ce dernier sera par la suite attaché parlementaire de Robert Chapuis et maire-adjoint de la ville de Fontenay-sous-Bois. Ensemble, ils fondent en janvier 1964 une SCOP [société coopérative ouvrière de production] de géomètres, Techniques TOPO, toujours en activité aujourd'hui » et qui a pris en 2017 le nom de TT Géomètres Experts – TTGE. « De plus, Gérard Andrieux s'implique au sein du syndicat professionnel indépendant des géomètres (SNGT) ». La moitié de l'effectif de ce syndicat rejoindra comme lui la fédération du Bâtiment de la CFDT. « En 1981 il deviendra président-directeur général de la SCOP Techniques TOPO, puis en 1985, géomètre-expert, inscrit à l'Ordre. En janvier 2005, il prend sa retraite de P.-D.G. de Techniques TOPO. Parallèlement, il est président du conseil syndical de sa copropriété et s'engage dans l'association des responsables de copropriété (ARC), qui vient en aide aux responsables de copropriétés et syndics non professionnels, et qu'il préside de 2015 à mai 2023. »

« En 1968, il participe activement aux barricades et aux manifestations lors des événements de Mai 68 et décide dans la foulée d'adhérer au PSU, à la dix-neuvième section de Paris. » Il en est le secrétaire de 1974 à 1980, bien qu'au début de 1975 il ait annoncé que, par lassitude, il quittait cette fonction. La section compte à son arrivée 3 groupes de quartier et 65 adhérents ; dans les années 1980, elle ne comptera plus que 10 adhérents. Grâce à Gérard Andrieux, qui en est l'un des copropriétaires, les sections des 10^e et 19^e arrondissements disposeront à partir de 1977 d'un local au rez-de-chaussée du 20 rue Chaudron à Paris (10^e arrondissement).

« Concernant la vie de cette section, on peut signaler plusieurs éléments :

– au début des années 1970, la section a essayé d'implanter un groupe d'entreprise à l'imprimerie Georges Lang (2000 salariés) ; elle était alors sous la mainmise du Syndicat du livre de la CGT. » Cette très importante imprimerie était installée rue Curial, dans le 19^e arrondissement, avant son déménagement à Argenteuil et à Aulnay-sous-Bois.

« – la section a également aidé les ouvrières de la Thompson [?] lors du conflit dans l'entreprise, à la suite duquel une brochure a été rédigée pour faire l'historique de cette grève. Par la suite cela deviendra le siège de la CFDT. »

Gérard Andrieux a figuré sur la liste commune PSU-Lutte ouvrière, Paris aux travailleurs, pour les élections municipales de 1971, qui obtint 7 % des suffrages.

En 1973, il est le candidat du PSU aux élections législatives dans la 28^e circonscription de Paris, qui couvre une partie du 19^e arrondissement ; il obtient 4,79 % des voix au premier tour ; Henri Fiszbin, candidat du PCF, est élu député au second tour. Aux élections municipales de 1977, le PSU est présent sur une liste de large union de la gauche, et Gérard Andrieux n'est pas candidat. Il est alors délégué électoral de la liste Paris Écologie dans 2 bureaux de vote de l'arrondissement.

En 1978, Gérard Andrieux est candidat du Front autogestionnaire dans la même circonscription et obtient 5,3 % des suffrages au premier tour ; Henri Fiszbin est battu au second tour. Gérard Andrieux est de nouveau candidat du PSU dans la 28^e circonscription de Paris aux législatives de 1981 ; il obtient 2,66 % des voix au premier tour.

Gérard Andrieux sera également candidat à un siège de conseiller d'arrondissement lors des élections municipales de 1983 à Paris, en 27^e place sur la liste d'union de la gauche dans le 19^e arrondissement, sur laquelle figure également Huguette Bouchardeau, alors secrétaire nationale du PSU, comme candidate conseillère municipale de Paris et figurant en 7^e place. La liste se rattachant à Jacques Chirac, maire de Paris sortant, remporte la majorité dans l'arrondissement et ni l'un ni l'autre ne sont élus.

En 1977, la section du 19^e arrondissement crée l'association Écologie 19^e, prélude à la formation du Front autogestionnaire (droit des femmes – écologie – socialisme). En mai 1982, elle crée l'Atelier populaire d'urbanisme de la Villette pour intervenir dans les choix de la Mission qui organise ce que seront la Cité des sciences et le parc de la Villette. Cette association est domiciliée chez Gérard Andrieux, qui en est le président. Mais, rapidement, elle s'éfface car la section s'investit dans un collectif déjà existant, qui formalisera son existence comme association en février 1983.

« La section a également mené plusieurs combats au niveau de l'urbanisme :

– Concernant les abattoirs de la Villette, la section PSU a créé une association et a fait de la propagande en faveur d'un projet ludique, pour s'opposer au projet initial basé sur la construction de logements à but lucratif. Cette mobilisation a été un succès puisqu'un membre de l'association, Bernard Bourgade, l'a représentée au sein du jury qui a choisi le projet de Bernard Tshumi avec ses " Folies et jardin à thèmes évolutifs " de la Villette.

La section s'est également opposée à plusieurs projets d'aménagement urbain :

– Elle a lutté en vain contre la destruction d'immeubles rue de Flandres pour élargir l'axe routier.

– Elle s'est également opposée au projet de réaménagement de la Place des Fêtes, dont seulement la moitié des immeubles ont été finalement démolis.

– Enfin, concernant l'avenue Jean Jaurès, la lutte a été un succès puisque l'avenue n'a pas été élargie et une voie verte a été aménagée depuis la Villette jusqu'aux Buttes Chaumont.

Pour relayer et faire mieux connaître les luttes sur l'arrondissement, la section a participé à la création d'un journal de quartier nommé *Quartiers libres* qui a vécu plusieurs années. »

« Au niveau de la Fédération de Paris, Gérard Andrieux fait partie plusieurs années du bureau fédéral, mais c'est surtout au niveau national qu'il s'implique à partir de la fin des années 1970. En effet, en 1978, il devient responsable du service d'ordre du PSU. Ce service était chargé de la protection des locaux, de l'organisation et de l'encadrement des manifestations, de la sécurité des secrétaires nationaux lors de leurs apparitions importantes et enfin du service d'ordre des fêtes du

PSU. Pour ces dernières, Gérard Andrieux a été responsable du service lors des éditions 1976 et 1978. »

En tant que membre du service d'ordre, Gérard Andrieux participe au X^e congrès du PSU qui a lieu à Strasbourg en janvier 1977. À la suite de la fête qui s'est déroulée à La Courneuve en juin 1977, le service d'ordre est officiellement remplacé par la fédération de la région parisienne par un « service de protection ». Gérard Andrieux est membre du collectif qui organise ce service en relation avec un membre du Bureau national. Les membres du collectif seront également à l'origine de la création en 1977 de l'association Sport utile et populaire. Bien qu'opposé à son organisation, le service de protection jouera son rôle lors de la fête tenue à La Courneuve en 1980. En tant que membre du collectif du service de protection, Gérard Andrieux participera au 13^e congrès du PSU à Nantes en 1981 et au 15^e congrès à Bourges en 1984.

En 1983, avec Gérard Jamme, lui aussi membre du collectif du service de protection, il prépare et organise un colloque sur l'extrême-droite et la progression du Front national qui aura lieu au siège du PSU le 11 février 1984. Il s'agit d'un colloque interne, mais pour lequel les organisateurs ont obtenu des intervenants extérieurs.

À l'issue du congrès de Bourges de décembre 1984, Gérard Andrieux est nommé au Bureau politique. À partir de 1985, il ne pourra plus guère se consacrer à ses autres activités au PSU, ni à sa section. Désigné à l'origine comme chargé « de l'organisation », ses fonctions sont précisées le 31 janvier 1985 : le service de protection et les relations avec la Direction politique nationale. La réunion du Bureau politique du 25 avril acte qu'il transmet à Gérard Jamme, l'un des membres du collectif de protection, les responsabilités qu'il y assurait jusque-là. Enfin, lors de sa réunion du 27 juin¹, Gérard Andrieux est désigné trésorier national en remplacement de Marie-Françoise Pirot qui quitte cette fonction.

Il va alors accompagner les décisions de mise en ordre des finances du PSU qui jalonnent les dernières années de son existence.

« Au niveau national, Gérard Andrieux devient à partir de 1984 (congrès de Bourges) trésorier, élu par le bureau national. Il le reste jusqu'à la dissolution du PSU. C'est donc lui qui se charge de la liquidation de tous les comptes à ce moment-là, qu'il participe avec Jean Arthuys à la vente du local du PSU rue Borromée puis à l'achat d'un nouveau local rue de Malte et au licenciement du personnel de l'imprimerie, de la librairie (éditions Syros) et du personnel administratif. »

En septembre 1985, en effet, le PSU décide de mettre son imprimerie en liquidation amiable. La période qui suit est jalonnée d'événements qu'accompagne Gérard Andrieux, comme quelques mises à la retraite et licenciements, ou la fin, en 1986, du bail commercial de locaux situés au 146, rue Montmartre loués par le PSU en 1977 et sous-loués aux Amitiés franco-libyennes, puis à la Représentation du congrès du peuple arabe.

Il participe au regroupement entre les mains de l'Association des amis de *Tribune socialiste* des parts de la SCI propriétaire de l'immeuble du 9, rue Borromée, une action entamée par Michel Mousel, alors secrétaire national, en 1977. C'est le prélude à la vente de cet immeuble et à l'acquisition de celui du 40, rue de Malte, immeuble en partie composé de logements loués et dont le PSU et ses successeurs n'occuperont qu'une partie. Pendant toute cette période, il s'attache à rembourser les « prêts de solidarité » consentis au PSU par ses adhérents à partir de 1981. Il accompagnera la fin du PSU en présentant les comptes qui précéderont le congrès de fusion avec la Nouvelle Gauche de novembre 1989 qui donnera naissance à l'Alternative rouge et verte (AREV). Il

¹ Ce cheminement est consigné dans les comptes rendus des réunions du Bureau politique conservés par Gérard Andrieux et compilés par Blandine Pien.

préparera ensuite les comptes du PSU qui seront approuvés par le congrès de dissolution du PSU d'avril 1990, qui le désignera comme liquidateur. Enfin, il clôturera la liquidation du PSU le 22 octobre 1990. Il sera par la suite trésorier de l'association des Amis de *Tribune socialiste* jusqu'en 2022.

« Après la fin du PSU, il adhère pendant deux ans à l'AREV, tout en s'impliquant dans la gestion de la SCI de la rue de Malte avec Alain Bernard au sein des Amis de Tribune socialiste jusqu'en 2021. Il participe à la création de l'ITS et du Maltais Rouge qu'il cogère jusqu'en 2022 ».

Propos recueillis par Meixin Tambay, complétés par Jean-Michel Kay.

Historique de la conservation :

Les documents étaient conservés par Gérard Andrieux jusqu'à leur don au Centre Jacques Sauvageot en décembre 2021.

Modalité d'entrée :

Don de Gérard Andrieux en décembre 2021.

Présentation du contenu :

Ces archives, réparties en 6 thèmes, ont été classées dans 20 boîtes auxquelles est joint le fichier des adhérents de la section du 19^e arrondissement :

Les thèmes :

- Section du 19^e arrondissement, fichier et boîtes 1 à 7 ;
- Collectif Villette, boîtes 8 à 10 ;
- Fédération de Paris, boîtes 11 et 12 ;
- Service de protection, boîtes 13 à 15 ;
- Préparation et suites d'un colloque sur l'extrême droite (1984) boîte 16 ;
- Trésorerie nationale du PSU, 1985-1990, boîtes 17 à 20.

Évaluations, tris et éliminations :

Le fonds apporté à l'ITS par Gérard Andrieux couvre toute la période (1968-1990) pendant laquelle il a été membre du PSU. L'essentiel de ce fonds a été regroupé en 3 sujets jusqu'alors non traités dans les archives du CJS : la composition et l'activité de la section du 19^e arrondissement du PSU (voir les 2 premiers thèmes ci-dessus), le service d'ordre, devenu service de protection, de 1977 à 1985 (voir les 4^e et 5^e thèmes ci-dessus) et la trésorerie nationale du PSU, de 1985 à la clôture de la liquidation de celui-ci en 1990 (6^e thème). En outre des documents relatifs aux activités de la fédération de Paris, du début des années 1970 au milieu des années 1980, viennent utilement compléter les collections de *Liaisons socialistes* détenues par le CJS (3^e thème).

À l'exception de certains aspects de l'action du trésorier national, particulièrement le remboursement des prêts consentis par les adhérents au PSU et les travaux de préparation de la dissolution de celui-ci et de sa liquidation, ces archives ne peuvent pas être considérées comme exhaustives et pourraient donc être complétées par des apports d'autres anciens adhérents.

Comme l'ensemble des membres du PSU, Gérard Andrieux a reçu des instances du parti des documents divers et s'est intéressé à différents sujets de mobilisation ne relevant pas des thèmes ci-dessus. Pour ces raisons, de la documentation a été extraite du fonds donné par Gérard Andrieux lorsqu'elle n'apportait pas d'éclairage particulier sur les thèmes qui structurent ces archives ; elle est allée utilement combler des manques dans la documentation du CJS : en particulier, des numéros de *Directives*, de *Pour l'alternative* (à l'exception de ceux édités par la Fédération de Paris), de *Commune et autogestion*, des lettres de la fondation Ailes et des documents relatifs au Codene. En outre, ce fonds comprenait des comptes rendus des réunions du Bureau politique du PSU de 1985 à 1989, époque où Gérard Andrieux en a été membre, qui constituent une nouvelle collection du CJS.

Ce fonds comprenait également des tracts ou circulaires en nombreux exemplaires, en particulier de la section du 19^e arrondissement. Le choix a été fait d'en conserver 2 et d'éliminer le surplus. Ont été également éliminés les exemplaires de documents du PSU adressés à la totalité ou à un grand nombre d'adhérents (comme *Tribune socialiste* ou *2A*, les textes des congrès, etc.), ne relevant pas des thèmes ci-dessus et possédés par ailleurs par le CJS. Des exemplaires de périodiques généralistes, des coupures de presse n'illustrant aucun des thèmes cités ont également éliminés.

Un dossier composé de documents de l'Alternative Rouge et Verte (AREV), à laquelle Gérard Andrieux a appartenu après la dissolution du PSU, a été versé aux archives de cette organisation.

Accroissements :

Fonds a priori clos.

Mode de classement :

Cet inventaire n'est pas réalisé à la pièce ; son but est de donner une vue d'ensemble des éléments qu'on trouvera dans chaque thème et dans chaque boîte.

Conditions d'accès et de reproduction :

Librement communicable, reproduction à des fins commerciales soumise à l'autorisation du Centre Jacques Sauvageot.

Caractéristiques matérielles :

Documents en bon état.

Description :

Archives de la section du 19^e arrondissement

Tous les débats politiques, toutes les actions, locales ou autres, en particulier les campagnes électorales, occupent nécessairement chaque section, avec une intensité variable selon la composition de chacune d'entre elles. En outre, la documentation très diverse rassemblée par Gérard Andrieux, sans pouvoir être exhaustive, donne à voir la multiplicité des terrains d'intervention et les innombrables sollicitations auxquelles étaient soumis les adhérents. On trouvera également dans ces archives des publications locales qui alimentent la réflexion et l'action de la section, et parfois en rendent compte.

Pour connaître les textes dont débattent les militants, et les décisions et prises de position nationales qui les font réagir, on se reportera en particulier au *Courrier du PSU*, à *Directives*, à *Tribune socialiste* puis à *2A*, à *Pour l'Alternative*.

Gérard Andrieux a été candidat du PSU :

- Aux élections municipales de 1971, sur la liste Paris aux travailleurs ;
- Aux élections législatives de 1973, du PSU (Pour le pouvoir des travailleurs) ;
- Aux élections législatives de 1978, du Front autogestionnaire et de Paris écologie (Écologie et autogestion) ;
- Aux élections législatives de 1981, d'Alternatives 81 ;
- Aux élections municipales de 1983, sur la liste d'Union de la gauche de l'arrondissement.

Fichier des adhérents

Ce fichier des adhérents comprend une fiche de suivi des « adhérents et sympathisants » qui indique : « liste examinée le 7/10/1967 ; mise à jour complète à l'occasion des élections législatives de 1973 ; mise à jour complète à l'occasion des élections municipales de 1977 ; mise à jour complète en mars 1980 ». À cette date, une invitation est envoyée aux adhérents des sections des 10^e et 19^e arrondissements pour les 20 ans du PSU, puis, en novembre 1980, pour une réunion publique.

Ce fichier contient également les statuts du PSU de 1966, le cachet de la section, et une partie des cartes avec timbres de Gérard Andrieux de 1968 à 1989 ainsi que sa carte de l'AREV pour 1990.

Boîte 1

Cette boîte contient :

- Un petit dossier « Général » contenant une photo et un croquis de Gérard Andrieux, un résumé du parcours de Gérard Andrieux au PSU et l'inventaire de ces archives.
- Un petit dossier contenant des pièces concernant la section du 19^e mais dont la date n'a pas pu être établie.
- Un dossier contenant des documents de 1968 et 1969, dont le bilan des élections présidentielles de 1969 dans le 19^e arrondissement ; des documents de 1970 ; 2 exemplaires d'un dossier d'accueil datant probablement de 1970 ; des documents de 1971, 1972 et 1973 dont un carnet de comptes rendus manuscrits de 1971-1972 avec en couverture l'indication « section – groupe – district – fédé ».
- Un dossier concernant les élections municipales de 1971.
- Un autre de matériel des élections législatives de 1973.

Boîte 2

Cette boîte contient :

- Dossier des élections présidentielles de 1974 ; autres activités de la section ; constitution de groupes Jaurès-Laumière, Crimée ; secteur nord, secteur sud. Gérard Andrieux est secrétaire de la section.
- Dossier PSU 19^e 1974 : « conseils et congrès vus de la section du 19^e », et par G. Andrieux. Il s'agit du conseil fédéral et du congrès national d'Orléans qui ont lieu avant et après les Assises du socialisme.
- 1975 : Au début de 1975, dans une circulaire aux membres, Gérard Andrieux les informe de la création d'une Union locale CFDT ; il appelle les cotisations et annonce que, par lassitude, il démissionne du secrétariat de la section. Cette annonce ne semble pas avoir été suivie d'effet avant 1981.
- *PSU documentation* n°75-75-77 de janvier 1975 : dossier d'accueil.
- 1976 : préparation des élections municipales, de la Charte municipale du PSU. Au conseil fédéral des 2-3 octobre 1976 sur ce sujet, la section du 19^e dispose de 20 mandats. Préparation du congrès fédéral de 1977 et du conseil national de 1977. NB : une note manuscrite est rédigée au dos d'un en-tête du groupe PSU de l'imprimerie Lang, mais ces archives ne contiennent rien sur les actions de ce groupe d'entreprise.
- Dossier sur les élections municipales de 1977 ; le PSU y participe dans une liste large d'« Union de la gauche ; résultats manuscrits du 1^{er} tour.

Boîte 3

Cette boîte contient :

- Un dossier appelé à tort Législatives de 1973 ; il contient les documents de création par la section de l'association Écologie 19^e le 9 mars 1977. La section du 19^e a son siège au 20, rue Chaudron dans un local qu'elle partage avec la section du 10^e.
- Un dossier sur les élections municipales des 13 et 20 mai 1977, auxquelles le PSU participe sur une liste d'union de la gauche élargie. La fédération de Paris du PSU s'adresse aux promoteurs de la liste Paris écologie ; G. Andrieux, quant à lui, est délégué électoral de cette liste Paris écologie.
- Un dossier contenant la correspondance de novembre 1976 à fin 1977, y compris la préparation des élections municipales ; des documents de la section ; préparation du congrès fédéral de la région parisienne des 5 et 6 novembre 1977, du conseil national de Limoges des 11 au 13 novembre 1977 (Gérard Andrieux en est membre de droit), du conseil national entreprises des 26-27 novembre 1977. Le conseil national de Limoges appellera à la constitution d'un « Front autogestionnaire » pour les législatives de 1978.

Boîte 4

Cette boîte contient :

- Un dossier pour les années 1978 à 1982 ; un tract de février 1978 intitulé « Où en est Écologie 19^e ? » Aux élections législatives, le PSU et Paris écologie 78 soutiennent la liste Écologie et autogestion dont Gérard Andrieux est le candidat titulaire. Quelques tracts à l'occasion des élections présidentielles et législatives de 1981. Une liste du nombre d'adhérents de la fédération de Paris indique 14 membres pour la section du 19^e, 8 pour celle du 10^e. Christian Wendling devient secrétaire de la section en 1981.
- La brochure de *Correspondance municipale* de l'ADELS n°219 intitulée *Les parisiens face à Paris*, juin 1981.
- Les statuts du PSU mis à jour en 1980.

- Un dossier « Présidentielles, législatives 1981 » consacré à l'élection présidentielle.
- Aucun matériel électoral pour les élections législatives de 1981 mais, dans un sous-dossier marqué 1982, les résultats manuscrits de ces élections ainsi que des élections cantonales de 1982.

Boîte 5

Cette boîte contient :

- 1982 : documents sur le nouveau statut de Paris, applicable pour les élections municipales de 1983.
- Trois dossiers 1982-1983 et 1983 consacrés à ces élections municipales, avec de nombreuses coupures de presse et documents internes ou extérieurs au PSU. Gérard Andrieux participe comme observateur au Bureau fédéral de Paris. Se pose la question de la participation du PSU à la liste d'Union de la gauche. Gérard Andrieux sera candidat maire-adjoint du 19^e arrondissement, Huguette Bouchardeau candidate comme conseillère de Paris pour le même arrondissement. Texte de Gérard Andrieux intitulé « CE N'EST PAS L'ACCORD QUE NOUS SOUHAITIONS, MAIS... »
- Une affiche de la liste Écologie alternative des occupants rénovateurs.
- Dossier PSU 19^e 1983. Texte interne soutenant la candidature de Gérard Andrieux et refusant celle d'Huguette Bouchardeau ; texte « Trop c'est trop » de 5 militants de la section du 19^e qui démissionnent du PSU parce que le Bureau politique n'applique pas les décisions de la Direction politique nationale et parce que la candidature d'Huguette Bouchardeau vient à l'encontre de la volonté du PSU de faire intégrer sur la liste municipale Henri Fiszbín, dissident du PCF qui en a été exclu ; protestation le 2 août 1983 contre l'expulsion des occupants-rénovateurs de 2 immeubles de la rue de Crimée.
- Anne Guillon est secrétaire de section.
- Huguette Bouchardeau entre au gouvernement.

Boîte 6

Cette boîte contient :

- Dossier 1984 : des réunions de la section sont régulièrement convoquées, mais peu de documents rendent compte de son activité ; quelques numéros de *Tribune n°1*, bulletin du courant 1 du PSU auquel Gérard Andrieux appartient. Quelques coupures de presse sur le congrès de Bourges (14-16 décembre 1984).
- Peu de documents sur la vie de la section en 1985 ; départ d'Huguette Bouchardeau du PSU en avril 1985 ; préparation et tenue des Rencontres pour des pratiques alternatives des 25 au 27 mai 1985². Gérard Andrieux figure parmi les signataires de l'appel à ces rencontres.
- En 1986, élections législatives à la proportionnelle. À Paris, le PSU participe à la liste Alternatives 1986 avec la FGA, le PAC³ et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Lors de ces élections qui se tiennent à la proportionnelle pour l'ensemble de Paris, cette liste obtient 0,26 % des voix.

² Si ces rencontres ne sont pas formellement convoquées par des organisations politiques, la FGA y appelle officiellement. Cette Fédération pour une gauche alternative a été formée en mars 1984, notamment par des membres du PSU qui l'ont quitté, refusant la caution implicite que celui-ci apporte à la coalition gouvernementale après qu'Huguette Bouchardeau soit entrée au gouvernement en mars 1983.

³ Parti pour une alternative communiste, changement de nom annoncé en septembre 1985 par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) après l'abandon du stalinisme par la majorité de ses membres. Dans le 19^e arrondissement, le PCML, puis le PAC, publie 2 bulletins, *La commune du 19^e/20^e* et *Flash Alternative*, dont ces archives conservent des numéros de 1985 à 1988.

Boîte 7

Cette boîte contient :

- Dossier 1987-1989 : peu de documents sur la vie de la section pendant ces années ; documents divers, dont un dépliant de présentation de la Nouvelle Gauche, des publications du PAC.
- Les militants du PSU participent à l'Arc en Ciel, qui se met en place à partir de mars 1987 à la suite d'une initiative d'Alain Lipietz appuyée de façons diverses par le PSU, la FGA, le PAC, des Verts et le Mouvement pour une alternative non-violente (MAN). Collection de *Pour un Arc en ciel*, du numéro 0 d'avril 1987 au numéro 10. La section du 19^e lance un *Arc en ciel* local avec la section du 20^e.
- À l'automne de 1987, sans se détourner de l'Arc en Ciel, le PSU rejoint les « renovateurs » du Parti communiste et la Ligue communiste révolutionnaire pour soutenir la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle de 1988 en créant des « comité Juquin » : quelques documents sur ce soutien et ces comités. Pour des documents nationaux sur la candidature de Pierre Juquin, voir le dossier qui lui est consacré dans la boîte 12.
- Bulletins de vote pour les élections européennes et les élections municipales de 1989.

Archives du Collectif Vilette

Le projet de construction de nouveaux abattoirs à La Vilette ayant été abandonné dès 1974, une nouvelle utilisation des bâtiments restants (carcasse en béton d'une future salle des ventes, grande halle) est envisagée et le projet de Cité des sciences lancé fin 1980. En mai 1982, la section du PSU du 19^e arrondissement crée une association, l'Atelier populaire d'urbanisme de la Vilette. Elle est domiciliée chez Gérard Andrieux, qui en est le président. Il semble que cette association n'ait guère eu d'activité, car, rapidement, la section s'investit dans un Collectif Vilette, d'abord en y désignant 2 représentants, Anne Guillon et Gérard Andrieux le 13 octobre 1982, puis en participant à sa transformation en association déclarée, celle-ci étant effective le 22 février 1983. On trouvera dans ces archives des historiques de ce Collectif de 1981 à 1985. Il participe en particulier à la création d'un Comité de défense des riverains de la rue de Flandre pour s'opposer à l'élargissement de celle-ci ; Gérard Andrieux siège à son bureau. Le Collectif soutient également le groupe des « occupants renovateurs » du 19^e arrondissement après leur expulsion de 2 bâtiments de la rue de Crimée qu'ils occupaient et avaient mis en valeur.

Boîte 8

Cette boîte contient :

- Une chemise avec les documents relatifs à la création de l'Atelier populaire d'urbanisme créé « pour défendre notre projet pour l'aménagement des abattoirs de la Vilette ».
- Une chemise consacrée à la création du Collectif Vilette (hors pièces légales).
- Un fort dossier « 1983 » des activités du Collectif, « comité pour imposer nos choix », avec la copie d'un historique de celui-ci de 1981 à 1983.
- Des documents divers de 1985-1986.
- Le dossier pour 1984 du Comité de défense des riverains de la rue de Flandre.

Boîte 9

Cette boîte contient :

- Un dossier des activités du collectif Villette, marqué « 1 /4 » pour la période de fin 1982 à novembre 1983 : relations avec la municipalité du 19^e. arrondissement ; des commentaires sur les projets d'aménagement du parc de la Villette ; diverses coupures de presse.
- Un dossier marqué « 2 /4 » pour la période de décembre 1983 à avril 1984.

Boîte 10

Cette boîte contient :

- Un dossier des activités du collectif Villette pour la période de mai à octobre 1984 marqué « 3/ 4 » avec un rapport d'activité et un bilan pour la période de février 1983 à septembre 1984.
- Un dossier marqué « 4/ 4 » contenant une collection incomplète, de 1983 à 1986, des *Actualités de la mission du Musée*, devenues *Actualités du Musée de la Villette*, puis *Actualités de la cité de la Villette*, puis *Actualités de la cité des Sciences et de l'Industrie* ainsi que quelques autres documents du Parc et du Musée.

Fédération de Paris du PSU

Jusqu'à la réforme administrative qui toucha les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise en créant les départements dits de la petite couronne, le PSU était organisé pour ces territoires en 3 fédérations : Paris, Seine-banlieue et Seine-et-Oise. Mais au 1^{er} janvier 1968, cette organisation s'aligne sur le nouveau découpage et le PSU crée en plus de la fédération de Paris les fédérations des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val de Marne. Cependant, lors d'un congrès fédéral de Paris réuni les 13 et 14 novembre 1971, une commission « structures » affirme la nécessité de réunir les anciens départements de la Seine. Cette position est à situer dans un affrontement entre les courants majoritaires dans ces départements et la majorité nationale issue du congrès de Lille de juin 1971. Un congrès « régional » tenu les 26 et 27 février 1972 entérine cette fusion. La région sera affectée par les départs de différentes tendances en 1972 : exclusion de la Gauche révolutionnaire (GR), départ de membres qui se reconnaissent dans la Gauche ouvrière et paysanne (GOP) pour constituer un groupe externe, départ de 2 tendances attirées par la Ligue communiste. Le 14 octobre 1972, sur proposition du Bureau national, la Direction politique nationale procède à la dissolution et à la reconstitution de la fédération régionale, avec désignation d'instances provisoires (voir en particulier au CJS *Directives* n°249 d'octobre 1972 pour les motivations et les étapes de cette démarche). En janvier 1977, un membre de la direction fédérale propose une révision de la structure régionale, « le nombre d'adhérents » la rendant trop lourde (voir au CJS *Liaison socialiste* n° 34 de janvier 1977). Le 10 décembre 1977, un congrès fédéral extraordinaire met fin à la fédération régionale en rétablissant les 4 fédérations départementales.

Très généralement, on consultera la collection de *Liaison socialiste* pour situer les débats et les décisions de la fédération de la région parisienne, puis de Paris,

Boîte 11

Cette boîte contient :

- Dossier 1971, « informations, contribution au débat sur la régionalisation ».
- Dossier Congrès fédéral de Paris 13 et 14 novembre 1971.

- Enveloppe Congrès régional des 26-27 février 1972 ; la fusion est acquise à la suite des votes des conseil et congrès fédéraux de fin 1971 des 4 départements (*Liaison socialiste* n°26 de janvier 1972) ; constitution de « districts ».
- Enveloppe Référendum sur l'Europe avril 1972 ; n° 532 de *Tribune socialiste* appelant au boycott (13/04/1972) et autres documents.
- Livre noir, *La rénovation à Paris*, 1972.
- Enveloppe Congrès fédéral 2-3, (congrès national) 8-9-10/12/1972. Il s'agit du congrès fédéral, puis du 8^e congrès national tenu à Toulouse qui adopta le « manifeste » *Contrôler aujourd'hui pour décider demain* à une très large majorité ; *Directives* spécial région parisienne ; brochure des textes du congrès ; amendements votés par le congrès fédéral agrafés à l'ordre du jour de celui-ci.
- NB : pour le conseil fédéral et le congrès national d'Orléans qui ont lieu avant et après les Assises du socialisme voir, éventuellement, la boîte 2. Les membres du « courant des Assises » du PSU rejoignirent le parti socialiste à la fin de 1974, avec Michel Rocard, tandis que l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) rejoignait le PSU au début de 1975.
- Dossier du conseil fédéral des 15 et 16 novembre 1975 et du conseil national des 22 et 23 novembre 1975 consacrés aux questions internationales ; textes, relevés des votes.

Boîte 12

Cette boîte contient :

- Dossier du congrès fédéral des 22-23 janvier 1977, préparatoire au X^e congrès national du PSU (Strasbourg) ; Gérard Andrieux y est délégué par la section du 19^e avec 9 mandats.
- Divers documents de 1980.
- Conseil national de Joinville sur les questions municipales, en préparation des élections de 1983 ; Gérard Andrieux y est délégué.
- Rapport manuscrit de la commission « statut de l'élu du PSU » à la direction politique fédérale du 18 décembre 1982 rédigé par Gérard Andrieux.
- Quelques tracts et coupures de presse divers, 1982-1984.
- Fédération de Paris 1983-1984 : en raison de vives tensions internes, la direction politique fédérale décide de convoquer un congrès fédéral extraordinaire qui aura lieu le 5 mai 1984. Ce congrès dégage une majorité nette. Bref compte rendu dans un bulletin fédéral du 21 mai 1984.
- Le 27 février 1984, la fédération a tenu une conférence fédérale sur les élections européennes en préparation d'une conférence nationale qui a lieu le 3 mars. Lors de celle-ci, Serge Depaquit, alors secrétaire national, se dit prêt, dans une déclaration, à engager des pourparlers avec les communistes démocrates et unitaires menés par Henri Fiszbin. Il y voit un moyen de franchir la barre des 5 % des voix. En l'occurrence, cette liste commune en obtiendra 0,72 %.
- Fédération de Paris 1986-1988 : peu de pièces. Au conseil fédéral du 30/11/1987, les militants se prononcent pour la participation aux prochaines élections régionales sur une liste de « larges convergences » et contre la participation aux élections législatives qui en toutes probabilités suivront les élections présidentielles. Préparation du congrès national d'Angers des 16-18 décembre 1988. Préparation des élections municipales de 1989.
- Dossier campagne Juquin et Arc en Ciel. Il s'agit essentiellement de documents nationaux sur la participation à la campagne de Pierre Juquin pour les présidentielles de 1988. Quelques numéros, ou suppléments, des *Pavés de la commune* de la section PSU du 20^e arrondissement, de décembre 1986 à octobre 1987.

Service de protection

Bien que ces archives comprennent quelques documents du PSU des années antérieures et des coupures de presse portant sur des sujets armée-défense, police-gendarmerie à partir de fin 1976, l'implication de Gérard Andrieux dans le service d'ordre ne semble documentée qu'à partir du X^e congrès du PSU, tenu à Strasbourg du 28 au 30 janvier 1977 ; elle se poursuit notamment lors de la préparation et la tenue de la fête du PSU à La Courneuve en juin 1977, juin 1978 et juin 1980. Dans l'été de 1977, *Liaison socialiste*, l'organe de la fédération de la région parisienne, annonce la dissolution du service d'ordre remplacé par un service de protection « solide et efficace ». Un texte intitulé « Pour un service de protection » est adopté par le bureau national du PSU et par le service de protection de la région parisienne en novembre 1977. Le PSU ne disposait pas d'un service de protection véritablement national, c'est celui de la région parisienne qui faisait appel aux autres fédérations pour les événements nationaux.

Boîte 13

Cette boîte contient :

- Une chemise de coupures de presse armée-défense et police-gendarmerie de décembre 1976 à septembre 1977.
- Une chemise de mobilisation des volontaires pour la fête du PSU de juin 1978.
- Une chemise marquée « SP interne » rassemblant la documentation sur la transformation du service d'ordre en service de protection en 1977 et d'autres documents jusqu'à 1985 ; en particulier, la lettre de démission de 5 membres du « collectif protection » du 17 janvier 1979 adressée au secrétariat national, fondée sur deux raisons principales : « le responsable du service national de protection – armée » n'a pas été élu membre de la direction politique, pas plus qu'un « animateur fédéral » (de Paris) du courant majoritaire alors que les « principaux contingents » des commissions nationales, notamment du service de protection, sont fournis par cette fédération. Le 2 juin 1982, Gérard Andrieux écrit au Bureau politique pour lui signaler que dans la liste des commissions communiquées aux secrétaires de section en mai 1982, la commission nationale de protection mise en place par la Direction politique des 27 et 28 février a été omise. Divers périodiques.
- Le dossier de création de l'association Sport utile et populaire. Des documents sur les états généraux « sport et autogestion » tenus à Nîmes les 7 et 8 janvier 1978.
- Le dossier de mobilisation pour la fête à La Courneuve des 10 et 11 juin 1978 ; plans du terrain et affiche pour la Fête.

Boîte 14

Cette boîte contient :

- Le dossier de mobilisation du service de protection pour la fête du PSU à La Courneuve des 4 et 5 juin 1977 ; plans du terrain et affiche pour la Fête ; foulards rouges, nœuds rouges de reconnaissance.
- Chemise rouge : dossier du service de protection pour la fête du PSU de juin 1978 à La Courneuve.
- Une enveloppe avec divers autocollants et insignes.

Boîte 15

Cette boîte contient :

- Deux dossiers du service de protection pour la fête du PSU à La Courneuve des 14-15 juin 1980 ; enveloppe avec le bilan financier du service de protection pour cette fête.

- Chemise rouge : dossier du « service d'ordre » pour le X^e congrès du PSU, à Strasbourg, du 28 au 30 janvier 1977.
- Chemise jaune délavé : dossier du service de protection pour le 13^e congrès du PSU, à Nantes, 18-20 décembre 1981.
- Chemise verte : participation du service de protection au 15^e congrès du PSU, à Bourges, du 15 au 17 décembre 1984.
- Dossier du congressiste du 15^e congrès : membre du collectif de protection, Gérard Andrieux est délégué de droit.
- Chemise violette : conseil national de Saint-Denis des 22-23 juin 1985 ; quelques notes d'organisation, affectation des salles aux commissions.

Colloque sur l'extrême-droite

En 1983, deux membres du collectif de protection, Gérard Andrieux et Gérard Jamme, ont préparé un colloque interne sur l'extrême-droite qui a eu lieu au siège du PSU (9, rue Borromée) le 11 février 1984 et auquel ont participé divers intervenants, dont Bernard Delaplace, alors secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP).

Boîte 16

Cette boîte contient :

- Les documents préparatoires du dossier constitué par G. Andrieux et G. Jamme dont un document de la Ligue des droits de l'Homme du 20 octobre 1983.
- Le dossier de préparation matérielle du colloque (inscriptions, etc.)
- *L'extrême-droite à l'aurore de 1984*, document préparé par les organisateurs et remis aux participants (2 exemplaires).
- Des documents internes au PSU, textes de la commission extrême-droite, courriers, tracts, de mars 1984 à avril 1985.
- Des documents, coupures de presse et autres documents ayant trait à l'extrême-droite.
- La présentation par l'ISER d'un colloque sur l'extrême-droite ayant lieu les 3 et 4 mars 1984.
- Quelques périodiques, dont les numéros 3 à 5 d'*Article 31*.
- Le livre *L'effet Le Pen* d'Edwy Plenel et Alain Rollat, La découverte, 1984.
- Un CD contenant 8 fichiers MP3 résultant de la numérisation sans retouche des 4 cassettes audio de 90 minutes chacune sur lesquelles a été enregistré le colloque.

Documents de la trésorerie du PSU

À l'issue du XV^e congrès du PSU, qui se déroule à Bourges du 15 au 17 décembre 1984, Gérard Andrieux devient membre du Bureau politique (BP) du PSU. Dans un premier temps, il y est chargé de l'organisation ; puis, Marie-Françoise Pirot démissionnant le 27 juin 1985 de son poste de trésorière pour se consacrer notamment aux relations avec la fédération de Paris, il devient trésorier du PSU. Il le restera jusqu'à la clôture de la liquidation de celui-ci le 22 octobre 1990. Cette période pendant laquelle se poursuit le déclin du PSU est celle de décisions financièrement importantes, dont la liquidation amiable de l'imprimerie du parti, la vente de l'immeuble de la rue Borromée et l'achat de celui de la rue de Malte, une mise à la retraite et des licenciements, et aussi de mises en ordre.

Pendant cette période, la recherche des ressources nécessaires pour combler le déficit des principales publications (2A) se poursuit.

Boîte 17

Cette boîte contient :

- Deux lettres de Jean Arthuys de 1983 au sujet de réclamations de l'URSSAF.
- Le projet de budget pour 1985.
- Le bilan au 31 décembre 1984.
- Un dossier PSU National compte 85/86.
- Le bilan de l'imprimerie Borromée établi le 11 mars 1985 par son gérant, Marc Sonder.
- Le dossier de dépôt de bilan de l'imprimerie en septembre 1985.
- Le bilan au 31 décembre 1985.
- Dans *Directives/courrier aux fédérations* 209 du 21 avril 1986, il est indiqué que le PSU ne pourra participer à l'augmentation de capital des éditions Syros que s'il réalise la vente de l'immeuble de la rue Borromée.
- La partie financière du rapport d'activité du Bureau politique à la Direction politique des 23-26/10/1986 ; bilan au 30/09/1986.
- Bilan prévisionnel pour 1987.
- Bilan au 31/12/1987.
- Présentation à la Direction politique des 9 et 10 janvier 1988 du projet de budget pour 1988.
- Dossier de prêt à Pierre Juquin, 25 février 1988, et demande de remboursement de septembre 1988.
- Bilan au 31/12/1988.
- *Pour l'Alternative* 230 du 9 février 1989 fait état de la modification et de l'adoption du budget pour 1989.

Boîte 18

Cette boîte contient :

- Dossier Bilan et comptes ex. 1988, concerne le congrès de dissolution (7/04/1990).
- Bilan au 30/09/1989.
- Bilan du 23/11/1989 en vue du congrès de dissolution : le congrès de fusion avec la Nouvelle Gauche créant l'AREV a lieu le 24 novembre 1989.
- Bilan 1989 jusqu'au 7/04/1990.
- Dossier Fin du PSU congrès de dissolution 7/04/1990 ; désignation du liquidateur (G. Andrieux) ; clôture des comptes de la liquidation le 22/10/1990.
- Documents légaux de la liquidation (récépissé de la Préfecture, *Journal officiel*).
- Dossier des affaires non réglées.

Boîte 19

Cette boîte contient :

- Pièces comptables du bilan au 31/12/1989 et de la liquidation.
- Dossier de clôture des comptes des sections et fédérations à la BFCC.

Boîte 20

Cette boîte contient :

- Dossier des bureaux du 146 rue Montmartre (75002) : bail commercial du 1/06/1977, frais d'aménagement et de mobilier ; ces locaux sont sous-loués aux Amitiés franco-libyennes,

puis à la Représentation du congrès du peuple arabe. Résiliation de la sous-location du 10/11/1985. Correspondance avec les locataires et le bailleur ; réclamation du remboursement du dépôt de garantie.

- Documents des Amitiés franco-libyennes dont la bande dessinée *Il était une fois Kadhafi*.
- Livre tiré de la conférence-débat sur « le pouvoir au peuple » du 7 mars 1981 publié par les Amitiés franco-libyennes et le Centre mondial d'études et de recherches sur le Livre vert.
- Dossier SODECO, société d'études créée par le PSU le 8/07/1977.
- Dossier SAIBO, montage de rachat de l'immeuble de la rue Borromée ; uniquement le projet de statuts. Voir le dossier du CJS.
- Réclamation de Longo Maï du 11/08/1987.
- Dossier des prêts de solidarité obtenus par le PSU auprès de ses adhérents et de leur remboursement ; prêts accordés.